



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement**

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002 Cedex 02
30907 NÎMES
uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Nîmes, le 24/12/2024

Rapport de l'inspection des installations classées Visite d'inspection du 14/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LA GLORIETTE DISTRIBUTION SAS

ZI Domitia Sud
30300 Beaucaire

Références : 2024-12-638

Code AIOT : 0006605278

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement LA GLORIETTE DISTRIBUTION SAS implanté ZI Domitia Sud 189 avenue Georges Besse 30300 Beaucaire.

Cette visite est réalisée dans le cadre d'une action nationale qui s'inscrit dans la suite de l'accident survenu en 2019 à Rouen.

À la suite de cet accident, le ministère en charge de l'environnement a établi un plan d'action dit « post-Rouen ». Dans le cadre de la mise en œuvre de celui-ci, un ensemble d'évolutions réglementaires ont été menées en 2020 et 2021. Celles-ci portent, entre autres, sur la modification de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 (arrêté transversal en matière de prévention des risques accidentels), et notamment la refonte de la section 4 qui concerne les dispositions relatives à la limitation des conséquences des pertes de confinement.

L'action nationale a pour objectif de vérifier au sein des installations classées soumises à autorisation, la mise en œuvre des prescriptions relatives :

- aux rétentions associées aux stockages de liquides inflammables et aux stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou de sols,
- au confinement des eaux d'extinction incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA GLORIETTE DISTRIBUTION SAS
- ZI Domitia Sud 189 avenue Georges Besse 30300 Beaucaire

- Code AIOT : 0006605278 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO BAS
- IED : Non IED

La société La Gloriette (Groupe Gaches Chimie) est spécialisée dans la distribution de produits chimiques, de sels et de produits pour le traitement de l'eau ainsi que matériels et accessoires de piscines.

Cette activité comprend la production (assemblage/formulation et/ou conditionnement) et le stockage de matières et substances dangereuses (toxiques, inflammables, comburantes, nocives, dangereuses pour l'environnement) et non dangereuses.

Ce site est classé sous le régime ICPE de l'autorisation, et a le statut seveso seuil bas.

Contexte de l'inspection : Actions nationales 2024

Thèmes de l'inspection : AN24 Rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Cuvettes de rétention	Arrêté Préfectoral du 17/09/2012, article 3.10.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
5	Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
7	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 17/09/2012, article 3.9	Demande d'action corrective	6 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	
4	Réservoirs	Arrêté Préfectoral du 17/09/2012, article 3.10.3	
6	Transports-chargements-déchargements	Arrêté Préfectoral du 17/09/2012, article 3.10.6	
8	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	
9	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a porté essentiellement sur l'existence, le dimensionnement, la disponibilité et l'étanchéité des rétentions des cuves de stockage extérieures et du bâtiment de stockage des produits conditionnés.

L'inspection s'est également attachée à vérifier les dispositions en place pour retenir les eaux d'extinction en cas d'incendie, ainsi que la tenue d'un état des matières stockées.

Les points relevés par l'inspection sont détaillés dans les fiches ci-après. L'inspection relève deux constats avec suite demandant à l'exploitant de :

- transmettre un point d'avancement sous 3 mois des actions et travaux prévus/en cours/réalisés, accompagné d'un échéancier, faisant suite aux constats relevés sur les fiches de surveillance des cuves, des supports ainsi que des travaux de rénovation au niveau des murets de rétention.
- justifier de la commande de la vanne de purge de la cuve d'acide sulfurique ainsi que la justification du changement de celle-ci dans un délai de 1 mois et le plan d'actions associé qui lui permet d'assurer le suivi des écarts relevés lors des contrôles périodiques.
- justifier de l'asservissement de la vanne d'obturation automatique du bassin à la détection incendie dans un délai de 6 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I

Thème(s) : Actions nationales 2024 - Dimensionnement des rétentions

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Constats :

Le sol du bâtiment de stockage est constaté étanche (pas de défauts visuels relevés par sondage), bétonné, composé d'un décaissement de 0,2m par rapport au niveau extérieur et les accès par les portes sont surélevés, de façon à retenir les effluents en cas de déversement accidentel conformément à son dossier de demande d'autorisation. La visite terrain n'a pas amenée d'observation sur ce point.

Les cuves de stockages à l'extérieur sont installées sur une plateforme, elle-même sur rétention. Cette rétention est séparée en trois zones : ACIDE, OXYDANTS, BASES.

Les rétentions sont présentées comme telles :

- une rétention de 46 m³ pour les acides sulfuriques,
- une rétention de 115 m³ pour les acides,
- trois rétentions de 25 m³ pour du peroxyde d'hydrogène et de l'acide sulfurique,
- une rétention de 209 m³ pour les oxydants,
- une rétention de 212 m³ pour les bases.


Ces rétentions sont constatées correctement dimensionnées au regard des différentes capacités de stockage des cuves.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 2 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2012, article 3.10.2.1
Thème(s) : Risques accidentels - Cas général
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté. Les cuvettes doivent comporter des dispositifs d'évacuation des eaux de pluie et des eaux éventuellement utilisées pour la lutte contre l'incendie. Ces dispositifs normalement fermés doivent être incombustibles, commandés à l'extérieur de la cuvette et accessibles en toutes circonstances. Les murets de rétention seront étanches et devront résister à la poussée des produits éventuellement répandus. Ils seront périodiquement surveillés et entretenus. [...]
Constats : Le jour de l'inspection les rétentions sont exemptes d'eau pluviale et leurs volumes sont disponibles. Après chaque épisode de pluie, l'exploitant indique que ces eaux de pluie sont évacuées hors de la rétention par l'ouverture d'une vanne manuelle située à l'extérieur des rétentions, vers le bassin prévu à cet effet. La vanne manuelle est relevée fermée au moment de la visite. En cas déversement accidentel dans la cuvette, les effluents sont dirigés vers la station interne de neutralisation, stockées et traités par un prestataire externe en tant que déchet dangereux. Concernant les murets de rétention : la zone de rétention des acides est en cours de rénovation avec décroustage, enduit et résinage des parois. L'exploitant a transmis le bon de commande de ces travaux par mail le 21 novembre 2024. Il est prévu que cette rénovation soit réalisée pour toutes les zones de rétention des cuves de stockage au cours de l'année 2025. L'exploitant a également transmis les fiches d'intervention sur les différentes cuves. Les fiches de surveillances des « ouvrages massif support cuve » ont été consultées : ce contrôle périodique semestriel montre au 6/11/2024 des dégradations dites « passable » signifiant « quelques dégradations liées à l'usure mais structure OK » : dalle béton de l'îlot et poteau de soutien légèrement dégrader : l'exploitant prévoit la réalisation des travaux fin 2025. En complément des échanges tenus en salle, il est demandé à l'exploitant de transmettre un point d'avancement sous 3 mois des actions et travaux prévus/en cours/réalisés, accompagné d'un échéancier, faisant suite aux constats relevés sur les fiches de surveillance des cuves, des supports ainsi que des travaux de rénovation au niveau des murets de rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois

N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Produits incompatibles
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Les cuves de stockages des acides, bases et oxydants sont installées sur une plateforme, elle même sur rétention. Cette rétention se divise en 7 zones, toutes séparées par des murs. Le jour de l'inspection elles sont exemptes d'eau pluviale et leurs volumes sont disponibles. La visite sur site n'appelle pas d'observations complémentaire sur ce point. L'exploitant a déposé un porter à connaissance le 12 août 2024, comprenant notamment la création d'une nouvelle zone de dépotage pour les produits oxydants afin qu'une aire de dépotage soit dédiée aux acides/bases et une autre aire dédiée aux oxydants. Les services de l'inspection sont en attente de compléments suite à une demande en date du 21 octobre 2024.
Respect de la prescription : <input checked="" type="checkbox"/>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 4 : Réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2012, article 3.10.3
Thème(s) : Risques accidentels - Réservoirs
Prescription contrôlée : Les réservoirs fixes de liquides inflammables ont une capacité unitaire au plus égale à 30 m3 et au plus égale à 50 m3 pour les autres réservoirs. Les réservoirs sont équipés de jauge de niveau de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut. A défaut, l'opération de remplissage s'effectue sous la surveillance de deux opérateurs disposant de moyens leur permettant de déclencher l'arrêt de l'opération. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances ou préparations toxiques, corrosives ou dangereuses pour l'environnement n'est autorisé que dans des réservoirs aériens.
Constats : L'exploitant ne dispose pas sur son site de réservoir de liquide inflammable. Il n'est pas concerné par cette prescription.
Respect de la prescription : Prescription inadaptée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 5 : Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V

Thème(s) : Actions nationales 2024 - Tuyauteries de matières dangereuses

Prescription contrôlée :

A.-Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

B.-Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées dans les consignes prévues à l'article 59 du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant précise que les vannes, raccords et flexibles des installations des cuves font l'objet d'un contrôle périodique à minima trimestriel, ainsi que visuel, quotidiennement lors des opérations de chargement/déchargement. Il a présenté les éléments suivant :

- Les deux derniers rapports de vérification périodiques présentés du 14/10/2024 et du 06/11/2024.
- Le rapport de changement préventif raccord/joint pour toutes les cuves de stockages du 12/08/2024.

Ces rapports détaillent notamment:

- contenu de la cuve,
- dénomination de la cuve,
- diamètre,
- matière,
- état (OK/NOK),
- raccord/joint/vanne de BOX/vanne de PURGE/Flexible,
- Commentaire et intervention.
- le changement ou non pour chaque cuve des joints et raccords associés.

Dans ces rapports, il est noté que le joint de la vanne de purge de la cuve d'acide sulfurique est HS et qu'une vanne est commandée. L'exploitant n'a pas justifié de la réalisation effective de cette action et n'a pas présenté de tableau ou registre assurant le suivi des actions correctives à engager suite à ces contrôles périodiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- transmettre la justification de la commande de la vanne de purge de la cuve d'acide sulfurique ainsi que la justification du changement de celle-ci.
- justifier de la mise en place d'une organisation permettant lui permettant d'assurer le suivi des écarts et actions correctives en découlant, lors d'un constat d'écart relevé au cours de ces contrôles périodiques.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois

N° 6 : Transports-chargements-déchargements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2012, article 3.10.6

Thème(s) : Risques accidentels - Transports-chargements-déchargements

Prescription contrôlée :

Les postes de chargement ou de déchargement sont aménagés pour éviter tout déplacement des véhicules en cours d'opération. Les postes de chargement ou de déchargement sont aménagés pour permettre la récupération de tout écoulement accidentel susceptible de survenir lors des opérations. Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. [...] Un dispositif d'arrêt d'urgence facilement accessible doit permettre à l'opérateur d'interrompre rapidement le chargement ou le déchargement en cas d'incident tel qu'un écoulement accidentel.[...] Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Constats :

L'aire de dépotage et le quai de chargement/déchargement sont décaissés par rapport au niveau du sol, étanches (pas de défaut visuels relevés) de façon à recueillir les éventuels écoulements et les eaux pluviales via un regard pour les rediriger vers le bassin prévu à cet effet. Au niveau de la zone de dépotage, lorsqu'une opération de dépotage est en cours, la vanne permettant de diriger les eaux pluviales vers le bassin est en position fermée, en cas d'écoulement éventuels, ceux-ci sont redirigés vers la station de neutralisation.


Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 7 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2012, article 3.9
Thème(s) : Risques accidentels - Confinement des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement des structures, afin que les eaux soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les eaux d'extinction sont confinées sur le site et dirigées, par gravité, vers un bassin étanche de confinement, qui fait également office de bassin d'orage. Le volume dédié au confinement est d'au moins 530 m ³ . Des vannes d'obturation automatiques, asservies à la détection incendie, situées au niveau du réseau de collecte des eaux résiduelles du bâtiment et sur le bassin de confinement, permettent d'isoler le site du milieu extérieur. Le rejet des eaux d'extinction ne peut être effectué qu'après que l'exploitant se soit assuré de leur absence d'impact sur le milieu naturel et du respect des valeurs limites de rejet fixées à l'article 3.7.1 ci-avant. A défaut, elles doivent être traitées comme des déchets.
Constats : La bassin de confinement qui fait également office de bassin d'orage est de 4200 m ³ . L'exploitant déclare que la vanne d'obturation automatique de ce bassin n'est pas asservie à la détection incendie comme il est noté dans la prescription visée ainsi que dans le dossier de DDAE de décembre 2011. Il déclare que cette vanne est maintenue constamment fermée. Celle-ci fait l'objet d'un contrôle périodique mensuel. La fiche de surveillance a été consultée, les points de vérification sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">-vanne en position fermée,-afficheur en bon état,-manivelle en état de fonction et test réalisé,- grille de protection présente,-cadenas présent,-état de l'armoire électrique,-armoire non accessible par personne non habilitée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier de l'asservissement de la vanne d'obturation automatique du bassin à la détection incendie comme prescrit dans l'article cité en référence.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 Mois

N° 8 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Actions nationales 2024 - Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

Sur demande de l'inspection, l'exploitant a fourni une extraction de son état des stocks depuis son logiciel ERP. L'extraction fournie à l'inspection fait apparaître les quantités de matières dangereuses stockées sur le site de Beaucaire, cumulées par rubrique ICPE, pour les rubriques 1436, 1630, 4331, 4440, 4510 et 4511.

L'état fourni permet de justifier que les quantités présentes sur site par rubrique ICPE respectent les seuils autorisés individuellement au regard des prescriptions applicables au site. Cet état des stocks ne montre pas de dépassement du seuil seveso seuil haut par la règle de cumul telle que définie par l'article R.511-11 du code de l'environnement. Le seuil B est à 0,241 et le seuil C à 0,707 le jour de l'inspection.

Afin de vérifier la cohérence entre l'état des stocks et les stockages présents sur site, la quantité d'acide nitrique 55 % stockée en bidon de 27 kg dans le bâtiment a été vérifiée lors de la visite terrain. Celle-ci était conforme à l'extraction des stocks sur son emplacement et sa quantité.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 9 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none">- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.
Constats : En ce qui concerne les mesures à prendre en cas de perte de confinement : l'exploitant a expliqué que des kits d'intervention sont présents dans le bâtiment ainsi que les consignes pour intervenir. Selon l'exploitant ces kits sont vérifiés tous les mois. La présence de ces kits dans le bâtiment de stockage a été vérifiée lors de la visite terrain. La Fiche « action en cas de déversement de produits liquides » a été consultée, elle est également affichée sur les kits d'intervention. En cas d'incendie, l'exploitant a présenté les fiches scénario 1 et 2 présents dans son POI et les consignes relatives à un tel évènement ainsi que les fiches recensant les moyens de lutte contre l'incendie.
Respect de la prescription : <input checked="" type="checkbox"/>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :